



Le processus de paix au Sri Lanka

Le calme reviendra-t-il ?

PAR ROHAN EDRISINHA

La période qui a suivi l'élection présidentielle de novembre 2005 s'est révélée chaotique pour le processus de paix au Sri Lanka.

Les événements récents ont été si violents que beaucoup craignent la reprise du conflit qui a rongé le pays pendant plus de vingt ans. On s'attend de moins en moins à ce que le fragile cessez-le-feu tienne même encore un mois. En effet, d'importants obstacles devront être surmontés pour que celui-ci soit maintenu et que de véritables négociations de paix soient amorcées.

L'attentat-suicide perpétré dans un camp militaire à la fin du mois d'avril, causant la mort de huit personnes et blessant grièvement le chef de l'armée sri-lankaise, le lieutenant-général Sarath Fonseka, n'a rien fait pour apaiser ces craintes. L'attentat-suicide porte la signature des LTTE (les Tigres de libération de l'Eelam tamoul, séparatistes) et fait suite aux meurtres de deux Cinghalais perpétrés dans le nord du Sri Lanka et à l'exécution de deux rebelles tamous présumés à Batticaloa, dans l'est du pays.

Le nouveau président du Sri Lanka, Mahinda Rajapakse, a été élu d'une courte tête en novembre dernier, largement grâce à son alliance avec deux partis nationalistes cinghalais purs et durs, le JVP (*Janatha Vimukthi Peramuna*) et le JHU (*Jathika Hela Urumaya*). M. Rajapakse ne pouvait pas vraiment compter sur l'appui de son propre parti, le SLFP (*Sri Lanka Freedom Party*), car celui-ci était sous la coupe de Chandrika Kumaratunga dont l'appui manquait pour le moins d'enthousiasme.

M. Rajapakse dépendait donc de l'appui de deux petits partis nationalistes, le JVP et le JHU. En échange de leur appui, ces partis ont exigé que plusieurs engagements figurent sur le programme électoral de M. Rajapakse. On y trouvait ainsi l'affirmation de l'inconstitutionnalité de l'accord de cessez-le-feu signé entre l'ancien premier ministre, Ranil Wickremasinghe, et le chef des LTTE, Velupillai Prabhakaran ; une promesse de mettre un terme à la médiation norvégienne dans le processus de paix ; et un engagement à ce que tout règlement négocié au conflit ethnique qui déchire l'île permette le plus de dévolution possible dans le cadre d'un État unitaire.

La dernière exigence, ainsi que les déclarations faites par M. Rajapakse peu de temps après les élections, vont à l'encontre de l'engagement pris conjointement par les LTTE et

le précédent gouvernement du Sri Lanka lors de la troisième ronde des négociations de paix d'Oslo en 2002, un engagement selon lequel ils exploreraient les possibilités d'une structure fédérale dans un Sri Lanka uniifié.

Le nouveau président s'oppose à l'initiative de paix



En des jours meilleurs : M. G.L. Peiris (à gauche), ancien négociateur principal pour le gouvernement du Sri Lanka, et M. Anton Balasingham, négociateur principal pour les Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE), lors des pourparlers de paix à Bangkok, en 2002

Pendant sa campagne pour les élections présidentielles de novembre 2005, M. Rajapakse s'est montré très critique à l'égard de l'initiative de paix de 2002 et 2003 de son rival M. Wickremasinghe, qu'il a qualifiée de politique d'apaisement des LTTE. De nombreux membres de la principale communauté de l'île, les Cinghalais, de même que de la troisième plus importante communauté, les musulmans, semblent d'accord avec les critiques de M. Rajapakse à l'égard du processus de paix mené par M. Wickremasinghe, de même qu'avec son opposition au fédéralisme. Une initiative inattendue des LTTE a aidé le faucon, M. Rajapakse, à terrasser la colombe, M. Wickremasinghe. Les LTTE ont en effet cherché à intimider un grand nombre de Tamous et à les empêcher de voter dans le nord et dans l'est du pays.

La situation est devenue tendue à quelques semaines à peine des élections, car la violence a fait son apparition dans diverses régions du nord et de l'est. Les LTTE ont attaqué les forces de sécurité du gouvernement à plusieurs reprises et assassiné des chefs politiques de groupes tamous rivaux. Tandis que la violence s'intensifiait, des Tamous du nord et de l'est, craignant une reprise des hostilités, se sont réfugiés dans le sud de l'Inde, ce qui ne s'était plus produit depuis de nombreuses années.

Au cours de la troisième semaine de janvier, une intense activité diplomatique a porté fruit. Cette activité a commencé par la visite de Erik Solheim, ministre norvégien du Développement international. Puis, d'autres entités, comme l'Inde, le Japon et l'Union européenne, ont exercé des pressions considérables sur les deux parties pour qu'elles acceptent d'entamer des négociations afin d'éviter une reprise des hostilités. Finalement, Genève a été choisie comme lieu de réunion. L'ordre du jour établi pour les négociations était cependant très étroit et spécifique, s'axant sur l'application de l'accord de cessez-le-feu plutôt que sur les grandes questions au cœur du conflit.

Rohan Edrisinha est chef du service juridique du Centre for Policy Alternatives à Colombo, au Sri Lanka.

Suite à la page 10

Les discussions de Genève s'enlisent

Les pourparlers de Genève, les 22 et 23 février, ont mis en lumière le fossé séparant les deux parties, même sur la simple question de l'accord de cessez-le-feu. Le gouvernement voulait modifier l'accord, tandis que les LTTE s'y opposaient.

L'une des questions épineuses ayant surgi durant les discussions était liée au colonel Karuna (nom de guerre de Vinayagamoorthi Muralitharan), un renégat des LTTE qui, avec ses fidèles, s'est opposé aux LTTE, particulièrement dans l'est, affaiblissant par là même la puissance militaire des LTTE dans la région. M. Karuna est un ancien membre de l'équipe de négociation des LTTE et l'un de ses chefs militaires les plus connus. Le gouvernement a soutenu que l'accord de cessez-le-feu se proposait de désarmer les groupes paramilitaires existant à l'époque de son adoption et que, dès lors, il ne s'appliquait pas au groupe rebelle de M. Karuna. Les LTTE ont toutefois prétendu que l'accord s'appliquait également à ce groupe. Selon la déclaration des facilitateurs norvégiens à la fin des pourparlers de Genève, seuls les membres des forces de sécurité gouvernementales seraient autorisés à porter des armes et à se livrer à des opérations de sécurité dans les zones sous contrôle gouvernemental. Cela ne résout cependant pas la question du groupe de M. Karuna, dont les membres sont armés.

Le caractère ambigu de la déclaration de Genève a déjà fait naître des divergences entre les parties quant au désarmement des rebelles de Karuna. La seconde ronde de négociations, d'abord prévue pour le mois d'avril, a été reportée à une date indéterminée. L'augmentation du nombre d'incidents violents impliquant tant les LTTE que les forces gouvernementales devient préoccupant — le 25 avril, la BBC a signalé que plus de 100 personnes avaient perdu la vie lors d'affrontements et de violations du cessez-le-feu au pays depuis le 1^{er} du mois. Le Sri Lanka est en proie à tant d'agitation que la simple prolongation du cessez-le-feu, même imparfait, vaut mieux que des hostilités ouvertes entraînant de lourdes pertes pour la population civile. ☺

Faites-nous connaître votre opinion !

*Nous vous invitons à prendre 5 minutes pour répondre
au tout premier sondage destiné aux lecteurs de
Fédérations, à la page 32. Envoyez-nous vos réponses
par voie postale ou par télécopieur. Vous pouvez aussi y
répondre en ligne : www.forumfed.org.*